

Déclaration

Pas de restructuration, de scission ou de suppression d'emplois chez Novartis sans un dialogue social de qualité et une transparence totale pour tous les travailleurs !

Déclaration conjointe des syndicats représentant les travailleurs de Novartis en Europe

Bruxelles, 2 septembre 2022

Le marché pharmaceutique mondial devrait croître jusqu'en 2026. Novartis a assuré à ses actionnaires sa capacité à augmenter considérablement ses ventes d'ici 2026 et à dégager une marge opérationnelle de 40%. Les dividendes versés aux actionnaires n'ont cessé d'augmenter depuis 1996. Le groupe pharmaceutique, et leader mondial, se porte bien !

Et pourtant, les travailleurs européens de Novartis sont confrontés depuis des années à de multiples vagues de cessions et de restructurations, jusqu'à la dernière au printemps 2022 avec l'annonce de 8 000 suppressions d'emplois supplémentaires dans le monde, dont la moitié en Europe. La scission de la filiale Sandoz, annoncée la semaine dernière, vient s'ajouter à la crise à laquelle les travailleurs de Novartis doivent déjà faire face.

Sous l'égide de leur fédération européenne industriAll Europe, les syndicats représentant les travailleurs de Novartis en Autriche, Belgique, Allemagne, Irlande, France, Espagne, Suède et Suisse mettent en garde : il est temps de mettre un terme à la tendance à la désindustrialisation et la perte du savoir-faire stratégique développé au fil des ans par des travailleurs dévoués en Europe ! La gestion socialement responsable du changement chez Novartis doit reposer sur la transparence, un dialogue de qualité et la pleine participation des travailleurs.

Les syndicats de Novartis soulignent que la cession des actifs de production en Europe en vendant des parts à des acteurs externes incapables de garantir le même niveau de qualité des produits n'est pas la solution pour gérer adéquatement la « transformation pour la croissance » chez Novartis. La mise en concurrence des sites et des pays n'est pas la solution pour gérer adéquatement la « transformation pour la croissance » chez Novartis. Licencier des centaines de travailleurs, fermer des usines et prendre le risque de perdre des emplois et des compétences stratégiques, sans respecter les droits des travailleurs, sans consulter les représentants syndicaux et sans discuter des alternatives, n'est pas la solution pour gérer adéquatement la « transformation pour la croissance » chez Novartis.

Les préoccupations des travailleurs européens de Novartis se multiplient. Les syndicats s'opposent à une stratégie purement financière qui portera un préjudice irréversible à l'empreinte industrielle de Novartis en Europe et aura un impact considérable sur la vie de milliers de travailleurs et leurs familles.

Les syndicats européens appellent donc la direction de Novartis à :

- 1. Garantir une transparence totale sur le programme de suppressions d'emplois et sur la scission à venir de Sandoz.** Des informations détaillées doivent être communiquées sans plus attendre concernant l'impact prévu des projets de restructuration de Novartis sur les emplois pour chacun des sites. Des explications sont requises sur le rôle de la réorganisation récemment annoncée dans le développement industriel à long terme de Novartis en Europe.
- 2. Respecter ses obligations légales à engager un dialogue social de qualité avec les représentants des travailleurs et des syndicats** sur chaque site, dans chaque pays et à l'Euroforum Novartis. Le dialogue social au sein groupe Novartis doit reposer sur une information et une consultation précoces et approfondies, avec l'aide d'experts, en convoquant des réunions extraordinaires si nécessaire et en engageant la discussion sur les alternatives avant que les décisions ne soient prises dans chaque pays européen où Novartis opère, et avec l'Euroforum. Pour des raisons d'efficacité et de cohérence, l'Euroforum Novartis doit pouvoir émettre un avis motivé avant la fin des processus d'information et de consultation au niveau national et le début des négociations au niveau local. Toute procédure locale qui aurait déjà commencé doit être suspendue jusqu'à ce que l'Euroforum de Novartis soit véritablement impliqué.

Les syndicats européens de Novartis défendent une activité industrielle tournée vers l'avenir en faveur de la création d'emplois et du développement industriel. Ils pressent la direction de Novartis de répondre à leurs demandes sans plus tarder. Ils poursuivront leur coordination aux niveaux national et européen dans les semaines à venir sous l'égide d'industriAll Europe, et envisageront d'autres actions syndicales si nécessaire.